

BRÈVES AGRICOLES

Australie, Nouvelle-Zélande

Une publication du SER de Canberra
Période du 18/12/2024 au 07/02/2025

Table des matières

AUSTRALIE – BREVES.....	2
Effets des droits de douane américains sur l'agriculture australienne	2
La Chine va étudier les impacts des imports de viande bovine sur sa filière nationale	2
Le secteur agricole australien liste ses doléances en amont des élections fédérales	3
L'Australie se ferme aux produits laitiers allemands suite à la détection de fièvre aphteuse	3
L'Australie recouvre son statut indemne vis-à-vis de l'influenza aviaire.....	3
Le Gouvernement australien retire l'élevage pastoral de la liste des méthodes donnant droit à des crédits carbone	3
La vidéosurveillance dans les abattoirs de viande rouge australiens sera obligatoire à partir de 2026	3
Bayer Australia remporte ses derniers procès encore ouverts sur le glyphosate	3
La Ministre australienne de l'agriculture rencontre le Commissaire européen à l'agriculture.....	4
Les exports australiens de produits laitiers sont menacés par l'augmentation de la production chinoise	4
Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 07/02/2025)	4
AUSTRALIE – MICRO-BREVES	5
NOUVELLE-ZELANDE – BREVES	6
La Nouvelle-Zélande fixe une NDC à 2035, jugée fort peu ambitieuse... et évoque un retrait de l'Accord de Paris ...	6
La Nouvelle-Zélande scrute les décisions du Président Trump	6
L'épidémie de grippe aviaire (H7N6) en Otago est contenue	6
Détection d'une mouche des fruits orientale près d'Auckland	7
Les éleveurs laitiers saluent l'arrivée d'une période plus favorable	7
Le Premier Ministre néo-zélandais se déplace aux Emirats Arabes Unis pour signer l'accord de commerce conclu en septembre.....	7
Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 07/02/2025)	7
NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES.....	8

AUSTRALIE – BREVES

Effets des droits de douane américains sur l'agriculture australienne

Début février, le Président Trump a confirmé son intention de taxer les produits canadiens (25%), mexicains (25%), chinois (10%), et d'autres pays (en attente). Les pays visés sont ceux avec lesquels les Etats-Unis ont un déficit commercial. Cela n'est pas le cas de l'Australie, liée aux Etats-Unis par un accord de libre-échange depuis 2005 qu'elle estime être un garde-fou, facteur qui n'a cependant protégé ni le Canada ni le Mexique. Le Premier Ministre Anthony Albanese a annoncé avoir eu une discussion avec M. Trump, et lui avoir demandé d'épargner l'Australie des trains de droits de douane annoncés par les Etats-Unis. Il s'est réjoui de ce que le Président Trump a qualifié la relation avec l'Australie de « parfaite », et qu'elle le resterait ; l'Australie n'est cependant pas à l'abri d'une éventuelle injonction américaine de ralentir sa politique de stabilisation avec la Chine.

Bien que l'Australie se rassure pour le moment par cet argument de balance excédentaire en faveur des Etats-Unis, elle serait vulnérable à des sanctions tarifaires sectorielles. Certaines filières sont exposées, comme la viande ovine dont la fédération américaine a demandé à M. Trump l'imposition d'un droit balai de 21%. Dans certains scénarios, l'Australie pourrait bénéficier des droits de douane appliqués à d'autres pays, par exemple freinant les filières bovines mexicaine et canadienne, qui laisseraient à prendre leurs parts de marché aux Etats-Unis, qui sont de surcroît en phase de recapitalisation et donc dépendants d'importations. La réorientation vers d'autres marchés d'exports de pays partenaires des Etats-Unis pourrait concurrencer les envois australiens, mais est difficile à prévoir ; c'est le cas de la filière grains par exemple, qui craint des pratiques de prix cassés pour écouler les stocks invendables aux Etats-Unis. Certains exports américains pourraient également se réorienter si les marchés destinataires imposent des droits de douane en représailles ; c'est le cas de la filière laitière américaine qui pourrait ainsi concurrencer les produits australiens au Japon.

D'une manière générale le secteur agricole australien, qui exporte 70% de sa production, est structurellement vulnérable à une guerre commerciale globale et à une montée du protectionnisme, mais aussi à des effets rebonds comme ceux liés au ralentissement de l'économie chinoise, intrinsèque et comme conséquence d'une guerre commerciale avec les Etats-Unis. Cela pourrait gêner les affaires de la filière viticole australienne, qui est toujours en train de reconstruire son commerce avec la Chine après la levée des sanctions tarifaires en avril 2024.

Enfin, des effets secondaires peuvent se manifester, par exemple la question du devenir des travailleurs illégaux (notamment mexicains) aux Etats-Unis, qui pourraient être reconduits hors du pays et chercher du travail dans d'autres zones du monde. [ABC](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [AFR](#), [Farmonline](#), [Farmonline](#), [The Australian](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [ABC](#), [Farmonline](#), [AFR](#), [Skynews](#)

La Chine va étudier les impacts des imports de viande bovine sur sa filière nationale

Le 27 décembre 2024, le Ministère du commerce chinois a annoncé le lancement d'une enquête visant à déterminer si l'augmentation des importations de viande bovine par le pays avait porté préjudice à la filière nationale. En effet, les importations chinoises étaient 106% plus élevées au premier semestre 2024 par rapport à la même période de 2019. Cette enquête, demandée par la filière chinoise, vise la période entre 2019 et le 30 juin 2024, durera 8 mois et pourrait déclencher des mesures de sauvegarde. Les pays inquiétés sont les plus importants fournisseurs, notamment Brésil, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande. A noter que l'Australie et la Chine sont liées par un accord de commerce, qui inclut une clause de sauvegarde sur la viande de bœuf dont le seuil de déclenchement augmente avec le temps. La Nouvelle-Zélande, de son côté, estime que ses exports ne fragilisent pas la filière chinoise, et

compte sur la bonne relation en place avec les opérateurs en Chine. [Farmonline](#), [Newsroom](#)

Le secteur agricole australien liste ses doléances en amont des élections fédérales

Le Président de la *National Farmers Federations* a donné les priorités d'action suivantes : supprimer la *supertax* (sur les fonds de retraite) ; maintenir la ristourne sur le diesel ; dédier AUD 1 Md à l'amélioration des infrastructures de transport (route et rail) ; améliorer la connectivité en zone rurale ; revenir sur l'arrêt des exports d'ovins vifs ; agir davantage sur la santé mentale ; changer d'approche quant à la protection de l'hydroécosystème de Murray-Darling ; mettre en place un visa agricole pour sourcer des travailleurs ; investir dans la formation et l'attractivité du secteur agricole. [NFF](#)

L'Australie se ferme aux produits laitiers allemands suite à la détection de fièvre aphteuse

L'Australie a fermé son marché aux produits laitiers allemands fabriqués ou ayant circulé en Allemagne après le 14 novembre 2024, suite à la détection de fièvre aphteuse dans l'Est du pays le 10 janvier, la première depuis 1988. [Farmonline](#), [DAFF](#)

L'Australie recouvre son statut indemne vis-à-vis de l'influenza aviaire

L'Australie a recouvré le 6 février son statut indemne vis-à-vis de la grippe aviaire, notifié à l'OMSA. L'épisode de H7 survenu en 2024 dans le Victoria, et qui s'est étendu dans le New South Wales et l'ACT, est clos. Le virus a été éradiqué (1,8 millions de poules pondeuses abattues) et n'a pas donné lieu à détection depuis juillet 2024. Le Gouvernement consacre AUD 100 M à la préparation de réponse à une éventuelle incursion de souches H5. La pénurie d'œufs dans les supermarchés se poursuit cependant, résultant de l'épidémie mais aussi de l'augmentation de la demande, et de l'interdiction progressive des œufs de batterie (à horizon 2036 mais avec action anticipée des grandes chaînes). Cette situation, qui conduit la grande distribution à rationner le nombre de boîtes disponibles par client, pourrait

se poursuivre encore 6 à 12 mois. [Ministre Collins](#), [Ministre Collins](#), [ABC](#)

Le Gouvernement australien retire l'élevage pastoral de la liste des méthodes donnant droit à des crédits carbone

La méthode, lancée en 2015, vise l'élevage bovin pastoral et attribue des crédits carbone en fonction des pratiques d'élevage : réduction de la proportion d'animaux peu productifs, implantation de pâtures améliorées, augmentation des points d'eau, clôture, sélection génétique. Le Gouvernement a pris cette décision sur la base d'une évaluation menée par l'*Emissions Reduction Assurance Committee*. Il l'a justifiée par le fait que les données manquent pour assurer la performance de la méthode, et que les producteurs de viande de bovins élevés à l'herbe mettaient en place ces pratiques pour des raisons économiques et saisonnières, plutôt que par incitation au titre du dispositif de crédits carbone. La filière (*Cattle Australia*) a vivement dénoncé cette annonce, intervenue pendant les fêtes de fin d'année, et qui a permis d'émettre 953 241 crédits carbone pour un montant d'environ AUD 40 M depuis sa mise en place. [Farmonline](#)

La vidéosurveillance dans les abattoirs de viande rouge australiens sera obligatoire à partir de 2026

La filière professionnelle a pris cette décision pour suivre et pouvoir prouver ses pratiques en matière de bien-être animal. Elle exporte environ 60%-70% de sa production, majoritairement vers Chine, Etats-Unis, Japon et Asie du Sud-Est. [Farmonline](#)

Bayer Australia remporte ses derniers procès encore ouverts sur le glyphosate

Une plainte avait été portée par un collectif de plus de 800 individus contre Bayer, accusé d'imprécisions dans les indications d'usage du Roundup, ce qui aurait provoqué des cancers (notamment des lymphomes non-hodgkiniens). La Cour fédérale australienne a tranché en faveur de la firme, rappelant que les données scientifiques manquaient pour confirmer l'effet cancérigène du produit. [Farmonline](#), [Farmers Weekly](#)

La Ministre australienne de l’agriculture rencontre le Commissaire européen à l’agriculture

Lors d’un RDV en marge du Global Forum for Food and Agriculture, Mme Julie Collins a rencontré M. Christophe Hansen pour faire progresser les discussions sur l’agriculture dans le cadre du projet d’accord de libre-échange UE-Australie, ainsi que pour évoquer le règlement européen sur la déforestation, entre autres. La Ministre Collins a profité de sa visite pour rencontrer également des représentants du Royaume-Uni, et s’est félicitée de l’augmentation du commerce depuis l’entrée en vigueur de l’accord de commerce liant les deux

pays, en particulier le bœuf, le miel, l’agneau et le sucre. [Ministre Collins](#), [Ministre Collins](#), [Farmonline](#)

Les exports australiens de produits laitiers sont menacés par l’augmentation de la production chinoise

La croissance de la production laitière chinoise (+11 Mt entre 2019 et 2023) freine les exports australiens de produits laitiers tels que la poudre de lait écrémé dont les importations par la Chine ont baissé de 100 000 tonnes. Les exports australiens sont passés de 64 070 tonnes en 2022/23 à 32 924 tonnes en 2023/24. L’Australie a redirigé ses exports notamment vers l’Indonésie. [Farmonline](#)

Principaux flux commerciaux France-Australie (source TDM – extraction au 07/02/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Octobre 2024 (millions d’euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	78,3M€	62,5M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+15,8M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 33,1M€ Préparations à base de céréales (19) : 8,9M€ Résidus et déchets ; aliments pour animaux (23) : 5,4M€	Graines de canola (12) : 55,6M€ Boissons (22) : 1,8M€ Fruits (08) : 1,5M€
Principaux flux commerciaux	France → Australie	Australie → France
Novembre 2024 (millions d’euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	68,6M€	4,9M€
Balance commerciale de la France pour le mois	+63,7M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 28,0M€ Préparations à base de céréales (19) : 7,2M€ Résidus et déchets ; aliments pour animaux (23) : 5,4M€	Fruits (08) : 1,5M€ Boissons (22) : 1,1M€ Viandes (02) : 1,0M€

AUSTRALIE – MICRO-BREVES

- La *Clean Energy Finance Corporation* (banque détenue par le Gouvernement fédéral) s'est engagée, avec le Gouvernement, à financer à hauteur de AUD 300 M des [taux préférentiels](#) sur des prêts portant sur des projets réduisant l'[empreinte climatique](#) des entreprises (véhicules électriques notamment).
- La [National Farmers Federation](#) a annoncé l'arrivée au 3 mars de son nouveau CEO Troy Williams en remplacement de Tony Mahar devenu Commissaire australien pour l'infrastructure de l'énergie.
- Le géant des fertilisants et des explosifs [Incitec Pivot](#) a annoncé qu'il changerait le 1^{er} avril le changement de nom du groupe en Dyno Nobel, et qu'il se déferait de ses activités de production d'engrais.
- Les [Ministres](#) de l'agriculture fédérale et fédérés ont validé l'adoption du plan d'action pour la stratégie nationale de biosécurité, qui vise à coordonner les efforts d'investissement.
- L'Australie et le [Japon](#) ont signé une déclaration d'intention sur la modernisation des chaînes de valeur agroalimentaires. L'accord engage les deux ministères chargés de l'agriculture.
- L'[Indonésie](#) a annoncé vouloir importer 2 millions de têtes de bovins allaitants supplémentaires sur les cinq prochaines années. La filière australienne devrait être le principal fournisseur, mais le Brésil se positionne également.
- Les producteurs de viande bovine peuvent désormais partager leurs données de géolocalisation via le programme *Livestock Production Assurance*, et ainsi répondre aux exigences du règlement européen sur la [déforestation](#) et la dégradation de la forêt.
- Les rotations pour la campagne 2025 devraient voir une forte [augmentation](#) des surfaces de [canola](#), notamment en Western Australia, en raison de prix très rémunérateurs (AUD 800/t), d'une demande porteuse, et de libération de terres en conséquence de l'interdiction des exports d'ovins vifs par la mer.
- South Australia connaît un été très [chaud](#), avec des conséquences importantes en termes de baisse de rendement en grandes cultures.
- Une nouvelle vague de cas de fièvre aphteuse s'est avérée en [Indonésie](#), avec 15 000 têtes contaminées. Depuis l'épidémie qui a démarré en 2021, un demi-million de bovins ont été contaminés.
- Minerva Foods Australia a annoncé la fermeture d'un second [abattoir](#) en Western Australia. Cette nouvelle revêt une sensibilité particulière alors que l'interdiction des exports d'ovins vifs par la mer, prévue en mai 2028, s'approche, et que le Gouvernement avait argumenté sur l'opportunité de réorienter la production vers une découpe-transformation en Australie plutôt que des exports de vifs. L'abattoir employait 60 personnes et traitait 5000 têtes d'ovins par semaine, volume insuffisant dans une tendance à la baisse de production provoquée par la fermeture des marchés de vifs à l'export.
- Le Premier Ministre Anthony Albanese, en visite dans deux circonscriptions de Tasmanie, a annoncé des mesures limitant le pouvoir du Gouvernement fédéral de déclencher des réévaluations des impacts des activités [salmonicoles](#). Cette annonce a cependant été accueillie avec scepticisme, dans le contexte de campagne électorale et d'études en cours lancées par l'actuelle Ministre de l'environnement dans la baie de Macquarie.
- Des résidus de 173 intrants agrochimiques ont été détectés dans l'[eau potable](#) de Melbourne depuis 2019 (simazine, MCPA, métolachlore...). La filière agricole assure que la situation ne présente aucun risque, les concentrations se situant sous les limites maximales de résidus.
- Le virus de la [tomate](#) ToBRFV a été détecté sur une exploitation du Victoria. Il s'est vraisemblablement propagé depuis South Australia, où il a été détecté en août 2024.

NOUVELLE-ZELANDE – BREVES

La Nouvelle-Zélande fixe une NDC à 2035, jugée fort peu ambitieuse... et évoque un retrait de l'Accord de Paris

La Nouvelle-Zélande a adopté une seconde cible intermédiaire de réduction de ses émissions, de -51% à -55% à horizon 2035, par rapport aux niveaux de 2005. Les cibles actuelles, maintenues, sont de -50% à 2030 et de neutralité à 2050 ainsi que -24% à -47% sur le méthane biogénique à 2050 (en cours de révision). La nouvelle NDC fait donc porter l'effort minimal à -1% entre 2030 et 2035. Le Gouvernement présente la cible à 2035 comme à la fois ambitieuse et réaliste, et compte sur des actions nationales (notamment l'innovation technologique) et non sur de l'achat de crédits carbone à l'étranger. La communauté scientifique s'est fortement émue du manque d'ambition de la cible à 2035, très en-dessous de ce que d'autres pays développés se sont fixé (-85% pour le Royaume-Uni, -59% à -67% pour le Brésil), et en contradiction avec l'Accord de Paris qui appelle à fixer l'ambition au maximum des capacités de chaque pays. Elle note également que la Nouvelle-Zélande abandonne l'approche de budget d'émissions, qui a l'avantage de travailler sur les cumuls au cours du temps et non sur les émissions d'une année isolée (2035 en l'occurrence). Elle soulève que la cible travaille sur la réduction des émissions nettes (tenant compte du captage par la végétation) par rapport aux émissions brutes de 2005 (n'en tenant pas compte). Enfin, elle signale des problèmes méthodologiques de lissage du captage par la végétation et note que, en utilisant les méthodes de calcul du Royaume-Uni, la cible à 2035 reviendrait à réduire de 22% les émissions de la Nouvelle-Zélande par rapport à 2005. Une semaine plus tôt, un rapport de la *Climate Change Commission* indiquait que les politiques en place en Nouvelle-Zélande étaient insuffisantes pour assumer sa contribution à maintenir le réchauffement sous les 1,5°C. Pour maintenir la trajectoire prévue jusqu'ici, la cible aurait dû être une réduction de -66% à horizon 2035, ce qui était jugé faisable par des actions seulement nationales. Le secteur agricole a quant à lui exprimé son mécontentement, jugeant la cible inatteignable

sans convertir des terres agricoles à de la replantation en *carbon farming* et mentionnant une estimation par la *Climate Change Commission*, évaluant à 850 000 ha la surface qui devrait être replantée. Le futur Vice Premier Ministre David Seymour a par ailleurs évoqué un retrait de la Nouvelle-Zélande de l'Accord de Paris. [UNFCCC](#), [Ministry for the Environment](#), [Beehive](#), [RNZ](#), [RNZ](#), [Federated Farmers](#), [Newsroom](#), [Farmers Weekly](#), [NZ Herald](#), Federated Farmers (édito)

La Nouvelle-Zélande scrute les décisions du Président Trump

Le commerce représentant une plus grande part de l'économie du pays (53,5%), la Nouvelle-Zélande s'estime davantage exposée que l'Australie (37,9%) aux droits de douane envisagés par M. Trump. En plus des effets de redirection des flux, ceux-ci pourraient porter préjudice aux produits laitiers néo-zélandais à haute valeur (concentrés de protéines de lait par exemple). En revanche, la filière estime que les Etats-Unis pourraient être un allié de la Nouvelle-Zélande dans le contentieux en cours avec le Canada, sur l'attribution de subventions qui pénalisent également les exports américains. Le secteur ovin s'inquiète de son côté de la demande de la filière américaine d'imposer un droit de 21% sur les importations. La filière néo-zélandaise affirme que les importations américaines depuis la Nouvelle-Zélande n'ont pas porté préjudice au secteur ovin américain. [Farmers Weekly](#), [PMN](#), [RNZ](#), [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

L'épidémie de grippe aviaire (H7N6) en Otago est contenue

A date du 24 décembre 2024, et après un plan d'échantillonnage de 5400 prélèvements, le Ministry of Primary Industries avait confirmé que le virus était contenu seulement dans l'exploitation du foyer initial. Il s'agissait de la première détection historique du virus en Nouvelle-Zélande. Le Ministère n'a pas communiqué depuis sur le sujet. [MPI](#)

Détection d'une mouche des fruits orientale près d'Auckland

Le 3 janvier 2025, un mâle de mouche orientale des fruits a été détecté dans un piège de surveillance en banlieue d'Auckland (Papatoetoe). Le Ministry for Primary Industries a mis en place un périmètre de 200m de rayon et un renforcement des piégeages et de la surveillance dans un rayon de 1500m. A date du 16 janvier, aucun autre insecte n'a été détecté dans ces zones. [MPI](#)

Les éleveurs laitiers saluent l'arrivée d'une période plus favorable

Avec un prix d'achat du lait réévalué à la hausse, une baisse des intérêts, mais aussi un meilleur accès aux travailleurs étrangers (réduction à 2 ans de la

durée minimale d'expérience et extension à 3 ans du séjour permis), la filière laitière néo-zélandaise se réjouit de l'ouverture d'une période favorable. [Farmers Weekly](#), [Farmers Weekly](#)

Le Premier Ministre néo-zélandais se déplace aux Emirats Arabes Unis pour signer l'accord de commerce conclu en septembre

L'accord, signé le 20 janvier, devrait éliminer les droits de douane sur 98,5% des exports néo-zélandais, dont les produits agricoles (produits laitiers, viande, fruits), avec une augmentation à 99% dans les trois ans. Il s'agit d'un accord négocié en quatre mois seulement, et conclu en septembre 2024. [The Post](#)

Principaux flux commerciaux France-Nouvelle-Zélande (source TDM – extraction au 07/02/2025)

Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
Octobre 2024 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	16,7M€	41,4M€
Balance commerciale de la France pour le mois	-24,7M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 5,6M€ Machines agricoles (8433) : 2,5M€ Produits phytosanitaires (3808) : 1,4M€	Fruits (08) : 23,1M€ Viande (02) : 6,8M€ Produits laitiers (04) : 3,5M€
Principaux flux commerciaux	France → Nouvelle-Zélande	Nouvelle-Zélande → France
Novembre 2024 (millions d'euros)		
Exports agriagro totaux (dont machinisme et intrants)	13,9M€	24,6M€
Balance commerciale de la France pour le mois	-10,7M€	
Top 3 des postes	Boissons (22) : 6,0M€ Machines agricoles (8433) : 2,1M€ Résidus des industries alimentaires (23) : 1,3M€	Fruits (08) : 7,8M€ Viande (02) : 6,6M€ Produits laitiers (04) : 3,9M€

NOUVELLE-ZELANDE – MICRO-BREVES

- Le projet de loi sur les [technologies génétiques](#) a passé la première lecture au Parlement ; il est attendu de cette loi qu'elle modernise d'un coup le cadre applicable en Nouvelle-Zélande, qui n'a pas évolué depuis 30 ans et interdit de fait le recours à ces technologies en dehors des laboratoires. Elle devrait entrer en vigueur fin 2025. Les [débats](#) se poursuivent cependant, y compris au sein du Gouvernement et de l'administration, sur les conséquences potentiellement néfastes en termes de réputation et d'accès aux marchés à l'export.
- La Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'ASEAN ont signé une amélioration de l'accord de libre-échange les reliant ([AANZFTA](#)), permettant une optimisation des processus et une limitation des barrières commerciales.
- Le Ministry for Primary Industries a publié une méthodologie et un algorithme pour permettre aux agriculteurs de calculer et rapporter leurs [émissions](#) sur la ferme. Ce chantier a été lancé sur l'impulsion de l'aval de la filière (transformateurs, financeurs, etc.), qui ont besoin des données agricoles pour les comptes qu'ils doivent rendre.
- La filière bovine néo-zélandaise s'estime à l'abri de la revue lancée par la [Chine](#), visant à déterminer si les importations de viande de bœuf menacent sa filière nationale.
- Sur la base de recommandations de BeefLambNZ, il est probable que le déploiement des boucles d'[identification électroniques](#) pour les ovins ne se fasse pas dans l'immédiat dans le pays. L'organisation estime qu'un suivi à l'échelle du troupeau est plus adapté qu'un suivi individuel en cas de détection de maladie. En Australie, la technologie est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2025.
- Fonterra a lancé la construction d'une usine de [crème UHT](#) à Edendale, qui devrait ouvrir en août 2026 et créer 70 emplois. Cela représente un investissement de NZD 150 M. La coopérative estime que la demande en crème UHT devrait croître de 4% par an dans la prochaine décennie.
- Une recherche conjointe entre la Nouvelle-Zélande et l'[Irlande](#) étudie la comptabilisation et la réduction des émissions de méthane par des bovins laitiers au pâturage.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Canberra

canberra@dgtresor.gouv.fr

Sélection des articles et rédaction : SER de Canberra – Vincent HEBRAIL (Conseiller aux affaires agricoles régionales)